

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	20	5

N° de la séance : 13

Objet de la délibération : Direction de la Cohésion Sociale - Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) - Convention attributive d'une subvention entre la Région et la CASA pour la mise en oeuvre du PLIE de la CASA 2018

☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2018.144

Date de la convocation :

Le 10/07/2018

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **16 JUL. 2018**

de la réception s/Préfecture
en date du **16 JUL. 2018**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

Laurence MALHERBE
Directrice des Affaires Générales,
du Juridique et du Contentieux

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 16 juillet 2018

L'an deux mil dix-huit et le 16 juillet à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Claude BERENGER, René TRASTOUR

ABSENTS :

Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Joseph VALETTE

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a déclaré d'intérêt communautaire l'insertion par l'économie et la création d'un Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) en 2003. Depuis, elle a mené, au titre de la politique de la ville et du développement économique, des actions spécifiques axées sur deux objectifs :

- Faciliter l'accès à un emploi durable pour les personnes exclues du marché du travail ou risquant de l'être,
- Répondre aux besoins de main d'œuvre des employeurs du territoire.

En 2015, afin de répondre plus précisément à ces objectifs, elle a créé un PLIE qui intervient sur l'ensemble de son territoire.

Ce service est cofinancé, depuis sa création, par le Conseil Départemental des Alpes-Maritimes et le Fonds Social Européen (FSE) dans le cadre de l'appel à projet déposé par le Département des Alpes-Maritimes et intitulé « Accompagnement vers l'emploi territorialisé – Programme opérationnel du FSE pour l'Emploi et l'inclusion en Métropole 2014-2020 ».

En 2017, la région Provence Alpes Côte d'Azur a marqué sa volonté d'agir au plus près des territoires en participant au financement des PLIE qu'elle considère comme un outil de proximité au service des demandeurs d'emploi exclus du marché du travail. Signataire du 2^{ème} protocole relatif au fonctionnement du PLIE de la CASA, elle a donc acté le versement d'une subvention de fonctionnement de 30 000€ pour l'année 2018 au titre de deux axes d'interventions spécifiques que sont :

- Le développement de la relation entreprise,
- La mise en œuvre de la clause d'insertion dans les marchés publics sur le territoire de la CASA.

Dans ce cadre, a été rédigée une convention ayant pour objet de définir pour 2018 l'objet, les conditions d'utilisation et les modalités d'attribution de la subvention attribuée.

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver la convention liant le PLIE CASA et le Conseil Régional PACA, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention, ainsi que tous les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la recette sur chapitre 74 de la section de fonctionnement du Budget Principal, fonction 523 « PLIE » de la Direction de la Cohésion Sociale.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention liant le PLIE CASA et le Conseil Régional PACA, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention, ainsi que tous les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la recette sur chapitre 74 de la section de fonctionnement du Budget Principal, fonction 523 « PLIE » de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 16 juillet 2018
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**CONVENTION ATTRIBUTIVE D'UNE SUBVENTION ENTRE LA REGION ET
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS**

**POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN LOCAL POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS - 2018**

Opération n°2018_06412 (fonctionnement)

Entre

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par Monsieur Renaud MUSELIER, Président du Conseil régional, dûment habilité par délibération n°..... du,
Ci-après dénommée « la Région »,

D'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, sis Hôtel de Ville BP 2205 06606 Antibes Cedex, représentée par Monsieur Jean LEONETTI, son Président, dûment habilité à signer la présente convention,
Ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

D'autre part,

- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;
- VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, modifiée par l'ordonnance n° 2005-856 du 28 juillet 2005 et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
- VU la loi n°2015-991 portant Nouvelle organisation territoriale de la République du 7 août 2015, et notamment ses articles 6 et 7 ;
- VU le règlement financier du Conseil régional ;
- VU la délibération n°17-37 du 17 mars 2017 du Conseil régional approuvant les termes du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation ;
- VU la délibération n°17-46 du 17 mars 2017 du Conseil régional approuvant les termes du Contrat de plan régional de développement, des formations et de l'orientation professionnelle ;
- VU la délibération n° 17-1135 du 15 décembre 2017 du Conseil régional relative au soutien régional aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi ;

VU la délibération n°17-1135 du 15 décembre 2017 du Conseil régional approuvant les termes du protocole d'accord relatif à la mise en œuvre du plan local pour l'insertion et l'emploi de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ;

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

La Région a fait le choix de mener une politique offensive au profit de la bataille pour l'emploi et a fait de la lutte contre le chômage l'une de ses priorités.

Par cette politique, l'exécutif régional réaffirme également toute sa détermination à travailler en étroite coopération avec les acteurs locaux sur les problématiques d'emploi de leurs territoires.

La Région s'est dotée de nouveaux cadres votés en mars 2017: le schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation approuvé par délibération n°17-37 du 17 mars 2017 du Conseil régional et le contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle approuvé par délibération n°17-46 du 17 mars 2017 du Conseil régional.

Le Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle prolonge et amplifie l'action régionale en faveur de l'emploi autour de six grandes orientations et a été élaboré afin que chaque signataire s'engage véritablement au service d'une politique d'emploi et de formation visant la réduction du taux de chômage et un meilleur accès à l'emploi durable. Il garantit la cohérence et l'efficacité de l'action publique pour les cinq prochaines années.

Afin de faire face aux problématiques d'emploi, la Région souhaite dès à présent marquer sa volonté d'agir au plus près des territoires en prenant appui sur les acteurs locaux. La Région participe au financement des structures d'insertion par l'activité économique et des plans locaux pour l'insertion et l'emploi et souhaite recentrer son intervention sur son cœur de compétences. Elle privilégie ainsi le retour à l'emploi des personnes qui en sont le plus proche par la valorisation de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'entrepreneuriat. Dans ce cadre, le dispositif de soutien régional aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi poursuit un objectif de performance et de résultats.

C'est pourquoi, l'exécutif régional réaffirme ainsi sa détermination à favoriser une action de proximité et donc, à travailler en étroite coopération avec les acteurs locaux en lien avec les priorités de l'exécutif régional sur les problématiques liées à l'emploi. Les acteurs engagés au plan local en faveur de l'insertion sont les communes, les établissements publics de coopération intercommunale, les départements, la Région, les entreprises, les référents Pôle emploi et missions locales, les organismes socioprofessionnels, les structures d'insertion par l'activité économique et les réseaux associatifs aux côtés de l'État.

Les plans locaux pour l'insertion et l'emploi s'inscrivent dans les nouveaux objectifs prioritaires de l'Institution que sont les filières stratégiques et les métiers en tension. En effet, ce dispositif partenarial permet de mobiliser les acteurs sur des objectifs quantitatifs (notamment en matière de sorties vers l'emploi) et qualitatifs clairement identifiés, et sur une durée n'excédant pas cinq ans (protocoles d'accord des plans locaux d'insertion pour l'emploi).

C'est pourquoi, l'exécutif régional souhaite se doter d'une nouvelle politique de soutien aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi, adossée aux objectifs stratégiques de la politique économique régionale, dans une logique de performance.

Il sera en ce sens très attentif aux objectifs stratégiques qui seront décidés collégialement au sein des comités de pilotage avec la participation des élus régionaux. Ces derniers doivent rester positionnés comme les lieux principaux de décision, notamment sur la définition des orientations territoriales.

La Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur orientera dans la durée son soutien vers les actions des plans locaux pour l'insertion et l'emploi apportant des résultats probants en termes de retour à l'emploi.

A ce titre, l'exécutif régional souhaite réaffirmer son soutien aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi en tant que relais des politiques régionales sur les trois axes d'intervention suivants :

Axe 1 : Le développement des relations entreprises

Les plans locaux pour l'insertion et l'emploi ont pour objectif de positionner des participants sur des offres d'emploi et de mobiliser les entreprises pour qu'elles s'impliquent dans des actions partenariales. La Région participe aux actions de mise en relation des entreprises essentielles pour favoriser le retour à un emploi durable des participants. Les actions de mise en relation avec les entreprises peuvent être développées, soit par la structure d'animation du plan local pour l'insertion et l'emploi, soit par un opérateur local sélectionné par les membres de ce dernier. Cet axe comprend également les actions de formation.

Axe 2 : La mise en œuvre de la clause d'insertion dans les marchés publics

La Région est engagée dans une démarche visant la promotion de l'insertion et de l'emploi dans ses marchés publics. Il s'agit de demander aux entreprises soumissionnaires de prendre l'engagement de réserver une part des heures de travail générées par le marché à une action d'insertion par l'activité économique. Dans cette démarche, les plans locaux pour l'insertion et l'emploi permettent de coordonner l'ensemble des parcours d'insertion effectués dans le cadre de l'exécution de marchés publics. La Région, engagée dans les clauses d'insertion, s'appuie sur les plans locaux pour l'insertion et l'emploi pour le suivi et la mise en œuvre de ces clauses. Ces derniers ont développé une véritable expertise auprès des donneurs d'ordre par le biais de « facilitateurs de clauses sociales ».

Axe 3 : Le soutien aux structures de l'insertion par l'activité économique

Un plan local pour l'insertion et l'emploi a pour objectif d'accompagner et de stabiliser sur des emplois durables des personnes éloignées du marché du travail. Le rapprochement entre les publics cible et le monde du travail nécessite des étapes intermédiaires intégrées dans un parcours d'insertion vers l'emploi.

Les structures d'insertion par l'activité économique, tels les ateliers et chantiers d'insertion, peuvent être mobilisées comme étape de parcours pour les participants au plan local pour l'insertion et l'emploi. La plupart des plans locaux pour l'insertion et l'emploi du territoire régional mobilisent les structures d'insertion par l'activité économique à différentes étapes du parcours des participants pour les inscrire dans une dynamique de retour à l'emploi durable.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir l'objet, le montant, les conditions d'utilisation et les modalités d'attribution de la subvention attribuée par la Région au bénéficiaire conformément aux termes du protocole d'accord du plan local pour l'insertion et l'emploi de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

Le montant annuel et les modalités de la participation de la Région à la mise en œuvre de la fonction ingénierie de projet s'inscrivent dans le cadre de la programmation du plan local pour l'insertion et l'emploi et sont validés par les instances décisionnelles du plan local pour l'insertion et l'emploi.

Pour être éligible, la fonction « 'ingénierie de projet » doit développer un ou plusieurs des axes d'intervention mentionnés ci-dessus.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION ET PERIODE DE L'ACTION

Article 2.1 – Description de l'action

Le bénéficiaire s'engage à utiliser les sommes attribuées par la Région conformément aux objectifs inscrits dans le dossier de subvention présenté à la Région pour la mise en œuvre de l'action suivante :

Actions au titre de l'axe d'intervention n°1 : Le développement des relations entreprises

Descriptif :

- Collecter régulièrement des offres adaptées au profil des participants ;
- Optimiser le placement à l'emploi (adéquation du profil du participant avec les besoins en main d'œuvre) ;
- Participer au développement des compétences des bénéficiaires ;
- Anticiper les besoins en main d'œuvre ;
- Réduire le taux de rupture de contrats pendant la période d'essai, et assurer le suivi en emploi.

Moyens humains mis en œuvre : 1.2 équivalents temps plein

Actions au titre de l'axe d'intervention n°2 : La mise en œuvre de la clause d'insertion dans les marchés publics

Descriptif :

- Organiser des opérations de communication pour développer le recours aux clauses sociales sur le territoire ;
- Assister les donneurs d'ordre (suivi technique des marchés, évaluation de la clause sociale...) ;
- Accompagner et suivre les entreprises attributaires (réunions de démarrage, de suivi, ...) ;
- Contrôle des justificatifs et actions clauses sociales mises en œuvre ;
- Mise en relation des participants sur les offres ;
- Mise en place d'outils de suivi des actions réalisées.

Moyens humains mis en œuvre : 1.2 équivalents temps plein

Pour mener à bien ces actions, la structure a mis en place **plusieurs indicateurs** :

- nombre de sorties du dispositif sur un emploi durable, une création d'entreprise, ou une formation qualifiante ;
- nombre et qualité des initiatives menées par le plan local pour l'insertion et l'emploi en direction des acteurs économiques contribuant à leur mise en relation avec des participants accompagnés ;
- nombre d'entreprises partenaires du plan local pour l'insertion et l'emploi ;
- nombre d'offres d'emplois collectées auprès des entreprises ;
- volume d'opérations de communication organisées au titre de la « clause sociale » ;
- nombre de marchés clausés et d'heures d'insertion réalisées ;
- qualité des offres d'emploi et nature des contrats de travail proposés dans le cadre de ces marchés ;
- qualité de l'appui technique et de l'animation proposés par le plan local pour l'insertion et l'emploi dans le suivi des clauses d'insertion.

Article 2.2– Période de l'action ou des actions

L'ensemble des actions décrites dans l'article 2.1 seront réalisées du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018

ARTICLE 3 – OBJET ET MONTANT DE LA SUBVENTION

La Région attribue une subvention d'un montant de 30 000 € au bénéficiaire qui est destinée à réaliser l'opération suivante : ***mise en œuvre de la fonction ingénierie de projet du plan local pour l'insertion et l'emploi de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis*** pour un montant subventionnable global de 109 882 € TTC correspondant aux dépenses éligibles prévues et retenues dans le dossier de demande de subvention présenté à la Région.

La subvention globale se répartit comme suit :

- Axe d'intervention n°1 : 15 000 € sur un budget éligible de 54 941 € TTC.
- Axe d'intervention n°2 : 15 000 € sur un budget éligible de 54 941 € TTC.

L'intégralité de cette subvention est destinée au cofinancement des programmations validées par les instances décisionnelles du plan local pour l'insertion et l'emploi auxquelles participent de droit les représentants désignés par la Région.

ARTICLE 4 – MODALITES D'EVALUATION ET DE SUIVI DE L'ACTION

L'action sera évaluée au regard de la concordance entre les moyens prévus et ceux effectivement mis en œuvre, tant au plan qualitatif que quantitatif. Elle sera appréciée sur la base du rapport final à partir de l'analyse des critères d'évaluation énoncés ci-dessous :

- contenus des actions proposées, (méthode, outils mobilisés, moyens mis en œuvre), coût des actions et cofinancement mobilisés ;
- plus-value des actions par rapport au droit commun ;

- l'effectivité de l'accès à des emplois durables et de qualité pour les participants du plan local pour l'insertion et l'emploi.

Le Comité de Pilotage réunit les partenaires institutionnels et financiers du plan local pour l'insertion et l'emploi. A titre indicatif, il se réunit trois à quatre fois par an.

Sur la base du protocole signé, cette instance :

- définit les objectifs et les priorités du plan d'action du plan local pour l'insertion et l'emploi,
- fixe les orientations quant aux publics, aux axes et activités prioritaires de programmation du plan d'action,
- valide le plan de financement global et annuel,
- veille à la mobilisation des moyens nécessaires pour la bonne réalisation du plan,
- organise et assure le suivi et l'évaluation de l'ensemble du dispositif,
- définit le mandat donné au comité opérationnel chargé de la coordination de la mise en œuvre du plan.

Le comité opérationnel ou technique est consultatif et force de propositions auprès du comité de pilotage. Sa composition et ses prérogatives sont arrêtées par le comité de pilotage. Il est composé par les structures associées au plan local pour l'insertion et l'emploi. Il a un rôle de proposition et de suivi des actions décrites dans le plan annuel.

ARTICLE 5 – MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE REGIONALE

Cette subvention pour action spécifique de fonctionnement est liquidée de la façon suivante :

- une avance de 70% est versée après notification de la présente convention ;
- le solde sur production d'un compte-rendu financier et d'un rapport daté et signé rendant compte de l'activité réalisée au cours de l'exercice pour laquelle la subvention a été attribuée attestant de la mise en œuvre effective de l'action et des moyens mentionnés à l'article 2 ainsi que, le cas échéant, des documents d'information et de communication concernant le projet subventionné et faisant état de l'aide régionale, conformément à l'article 10.

Toute information nécessaire au contrôle de gestion sera mise à disposition de la Région par le bénéficiaire sur simple demande des services de la Région. Au terme de l'exercice pour lequel la subvention est accordée, le bénéficiaire doit justifier d'un montant de dépenses au moins égal au montant de la subvention attribuée, duquel auront été préalablement retirées les charges financières, les charges exceptionnelles et les dotations aux amortissements et provisions ainsi que celles se rapportant aux fonds dédiés et les éventuelles dépenses non éligibles prévues par le cadre d'intervention.

Si les dépenses justifiées s'avèrent inférieures au montant de la subvention votée, le bénéficiaire doit rembourser l'éventuel trop-perçu. En cas de trop-perçu, le reversement de toute ou partie de la subvention est réclamé au bénéficiaire, au moyen d'un titre de recettes formalisé par un avis des sommes à payer.

ARTICLE 6 – PRESENTATION DES PIECES JUSTIFICATIVES

Toutes les pièces justificatives doivent être datées et signées par le Président ou la Présidente ou par la personne habilitée à engager l'organisme et préciser le nom et la qualité du signataire.

Les comptes sont certifiés par le commissaire aux comptes, par les organismes de droit privé qui en sont réglementairement dotés, ou par le Président ou la Présidente ou par la personne dûment habilitée à engager l'organisme.

ARTICLE 7 – DELAIS DE VALIDITE DE LA SUBVENTION

Le bénéficiaire d'une subvention par action spécifique de fonctionnement dispose d'un délai de 18 mois à compter du vote de celle-ci pour réaliser l'action subventionnée et transmettre les pièces justificatives, le cachet de la poste ou le récépissé de dépôt délivré par les services régionaux faisant foi.

Si le bénéficiaire constate un retard dans la réalisation du projet subventionné, il peut demander une prorogation du délai de validité de la subvention concernée. Pour cela, il doit adresser à la Région, par écrit et en recommandé avec accusé de réception, une demande argumentée au moins 4 mois avant l'expiration du délai de validité prévu par l'acte attributif de la subvention.

La demande de prorogation fait l'objet d'un accusé de réception par la Région. Celui-ci ne préjuge pas de la décision qui sera prise. Pour être considérée comme acceptée par la Région, la demande de prorogation doit faire l'objet d'un vote de la commission permanente, avant l'expiration du délai de validité initialement prévu par la présente convention.

ARTICLE 8 – MODALITES DE CONTROLE

Conformément à l'article 1611-4 du code général des collectivités territoriales, le bénéficiaire de la subvention peut être soumis au contrôle des services de la Région.

A cet effet, la Région peut se faire communiquer sur simple demande tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution du projet et faire procéder par ses services à toute vérification sur pièce ou sur place lors d'un contrôle de premier niveau. Dès lors qu'elle le juge utile, la Région peut demander à l'Inspection générale des services d'exercer un contrôle de second niveau pour vérifier la bonne utilisation de la subvention régionale par l'organisme.

Le bénéficiaire ayant reçu dans l'année en cours une ou plusieurs subventions est tenu de fournir à la Région une copie certifiée de ses budgets et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.

Les comptes sont certifiés par le commissaire aux comptes pour les organismes de droit privé qui en sont dotés, par le ou la Président(e) ou encore par la personne dûment habilitée à engager l'organisme.

Conformément à l'article L.612.4 du Code du commerce, toute association ayant reçu annuellement une ou plusieurs subventions publiques dont le montant global dépasse le seuil des 153 000 € doit établir des comptes annuels comprenant un bilan, un compte de résultat et une annexe. Ces associations doivent assurer, dans des conditions déterminées par décret, la publicité de leurs comptes annuels et du rapport du commissaire aux comptes et un suppléant.

De surcroît, lorsque la subvention régionale est affectée à une dépense déterminée, le bénéficiaire, doit produire à la Région un compte-rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Ce compte-rendu financier doit être transmis à la Région dans les six mois qui suivent la fin de l'exercice pour lequel la subvention est attribuée.

Le compte-rendu financier est règlementairement constitué d'un tableau des dépenses et des recettes affectées à la réalisation du projet subventionné. Il faut faire apparaître les écarts éventuels, exprimés en euro et en pourcentage, constatés entre le budget prévisionnel du projet et les réalisations.

Le compte-rendu financier est accompagné de deux annexes :

- la première annexe comprend un commentaire sur les écarts constatés entre le budget prévisionnel et la réalisation du projet ainsi qu'un tableau de répartition entre le budget principal et le compte-rendu financier des charges communes indiquant les critères utilisés à cet effet ;
- la seconde annexe comprend une information qualitative décrivant, notamment, la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du projet.

ARTICLE 9 – DEVOIR D'INFORMATION

Le bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Région de toute modification importante matérielle, financière ou technique affectant l'opération aidée (changement de dénomination sociale du bénéficiaire, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, etc.).

ARTICLE 10 – MODALITES D'INFORMATION DU PUBLIC

En cas de diffusion de documents d'information et de communication destinés au public concernant le projet subventionné par la Région, le bénéficiaire s'engage à faire état de l'aide régionale par tout moyen autorisé par l'institution, telle l'apposition du logo régional.

Le bénéficiaire autorise la Région à effectuer tout enregistrement visuel ou sonore du projet subventionné qu'elle juge utile. Il autorise également la diffusion de ces enregistrements par les soins de la Région ou de ses représentants dûment autorisés.

ARTICLE 11 – RESPONSABILITE DE LA REGION

L'aide financière apportée par la Région à cette opération ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre, que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable au titulaire ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

ARTICLE 12 – NON-RESPECT PAR LE BENEFICIAIRE DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION OU DU REGLEMENT FINANCIER

En cas de non-respect du délai de validité prévu par la présente convention, le bénéficiaire :

- ne peut prétendre à un quelconque versement au titre de la subvention concernée ;
- doit rembourser les sommes indûment perçues.

En cas de non- respect par le bénéficiaire de l'une des dispositions du règlement financier ou si le contrôle des pièces transmises par le bénéficiaire ou les contrôles sur place effectués par les services de la Région conduisent cette dernière à constater la non-exécution totale ou partielle du projet subventionné, le bénéficiaire :

- ne peut prétendre à un quelconque versement au titre de la subvention concernée
- doit rembourser les sommes indûment perçues.

ARTICLE 13 – DATE D'EFFET, MODIFICATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention est exécutoire à compter de sa notification par la Région au bénéficiaire de l'aide. Elle prend fin avec le délai de validité de la subvention mentionnée à l'article 7.

La convention peut être résiliée à l'initiative du bénéficiaire renonçant à la subvention ou de façon unilatérale et de plein droit par la Région, en cas de dissolution de la structure bénéficiaire ou lorsque les engagements visés par la présente convention ne seraient pas respectés par le bénéficiaire.

Dans ce dernier cas, cette résiliation prend effet à sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception au bénéficiaire de la subvention.

Toute modification apportée à la présente convention, y compris sur sa durée, devra faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

**Le Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis**

**Le Président du Conseil régional
Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Jean LEONETTI

Renaud MUSELIER

COMMISSION PERMANENTE DU 17 MAI 2018

AFFECTATION D'OPERATIONS

Subventions proportionnelles

Type d'intervention standard

Fonctionnement

Exercice 2018

N° Lot 2018_0000001089

X:Emploi

N° Gedélib 40684

XB972: ACTIONS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ACTIONS EN FAVEUR DE L'EMPLOI

N° Délibération DEB 18-295

Hors Plan

Dossier	Objet et Bénéficiaire	Montant Subventionnable	Montant Intervention	Imputation Budgétaire
2018_00804	Ingénierie de projet PLIE - 2018 METROPOLE NICE COTE D'AZUR 06000-NICE	120 708,00 € TTC	31 500,00 €	65 65738
2018_05731	ingénierie de projet plie - 2018 COMMUNAUTE D'AGGLOMERATIONDU PAYS DE GRASSE 06130-GRASSE	75 000,00 € TTC	40 500,00 €	65 65738
2018_05825	Ingénierie de projet - 2018 METROPOLE AIX MARSEILLEPROVENCE- METROPOLE AMP - 13007-MARSEILLE	98 705,00 € TTC	40 500,00 €	65 65738
2018_06148	Ingénierie de projet plie - 2018 METROPOLE D AIX MARSEILLEPROVENCE 13626-AIX EN PROVENCE CEDEX 1	113 400,00 € TTC	40 500,00 €	65 65738
2018_06389	Ingénierie de projet plie - 2018 COMMUNAUTE D AGGLOMERATIONARLES-CRAU-CAMARGUE- MONTAGNETTE 13200-ARLES	131 217,00 € TTC	90 000,00 €	65 65738
2018_06412	ingénierie de projet plie - 2018 COMMUNAUTE D AGGLOMERATIONDE SOPHIA ANTIPOLIS-CASA 06901-SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX	109 882,00 € TTC	30 000,00 €	65 65738

Nombre d'opérations : 6

Montant Intervention total du lot :

273 000,00 €

Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

DELIBERATION N° 18-295

17 MAI 2018

EMPLOI

Soutien aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi
Conventions
Affectation d'autorisation d'engagement

- VU le Code général des collectivités territoriales ;**
- VU la délibération n°17-1165 du 15 décembre 2017 du Conseil régional modifiant la délégation d'attributions du Conseil régional à la Commission permanente approuvée par délibération n°16-4 du 15 janvier 2016 du Conseil régional ;**
- VU le Code du travail,**
- VU la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre l'exclusion ;**
- VU le régime d'aide exempté n° SA.40208, relatif aux aides en faveur de l'emploi des travailleurs défavorisés et des travailleurs handicapés pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au Journal officiel de l'Union européenne du 26 juin 2014 ;**
- VU la délibération n°14-1453 du 12 décembre 2014 de la Commission permanente du Conseil régional approuvant les termes du protocole d'accord relatif à la mise en œuvre des Plans locaux pour l'insertion et l'emploi Ouest Provence et de la Communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette (2015-2019) ;**

- VU la délibération n°15-185 du 20 février 2015 de la Commission permanente du Conseil régional approuvant les termes du protocole d'accord relatif à la mise en œuvre du Plan local pour l'insertion et l'emploi de Nice Côte d'Azur (2015-2019) ;**
- VU la délibération n°16-1102 du 16 décembre 2016 du Conseil régional approuvant le règlement financier ;**
- VU la délibération n°17-37 du 17 mars 2017 du Conseil régional approuvant les termes du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) 2017-2021 ;**
- VU la délibération n°17-46 du 17 mars 2017 du Conseil régional approuvant les termes du Contrat de plan régional de développement, des formations et de l'orientation professionnelle (CPRDFOP) ;**
- VU la délibération n°17-1135 du 15 décembre 2017 du Conseil régional approuvant le nouveau cadre d'intervention régional de soutien aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi et le renouvellement des protocoles d'accord des plans locaux pour l'insertion et l'emploi du Territoire du pays de Grasse, de Cannes Pays de Lérins et de la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis (2018-2020) ;**
- VU la délibération n°18-233 du 16 mars 2018 de la Commission permanente du Conseil régional approuvant le renouvellement des protocoles d'accords des plans locaux pour l'insertion et l'emploi de Marseille Provence centre, de Marseille Provence est, de Marseille Provence ouest, du Territoire du pays d'Aix, et du Territoire du pays de Martigues (2018-2022) ;**
- VU l'avis de la commission "Economie et Emploi" réunie le 15 mai 2018 ;**
- La Commission permanente du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur réunie le 17 Mai 2018.**

CONSIDERANT

- que l'exécutif régional a fait le choix de mener une politique offensive au profit de la bataille pour l'emploi et a fait de la lutte contre le chômage l'une de ses priorités ;

- que dans le cadre du contrat de plan régional de développement de la formation et de l'orientation professionnelle adopté par délibération n°17-46 du 17 mars 2017 du Conseil régional, l'exécutif régional réaffirme toute sa détermination à travailler en étroite coopération avec les acteurs locaux sur les problématiques d'emploi de leur territoire et s'engage pleinement dans l'animation et la coordination des acteurs du service public de l'emploi ;

- que l'exécutif régional souhaite dès à présent marquer sa volonté d'agir au plus près des territoire en participant au financement des plans locaux pour l'insertion et l'emploi ;

- que le cadre du soutien régional aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi poursuit ainsi un objectif de performance et de résultats ;

- que le plan local pour l'insertion et l'emploi constitue un outil de proximité au service des demandeurs d'emploi exclus du marché du travail et que son objet est de mobiliser et de renforcer l'ensemble des moyens concourant à l'accompagnement de ces publics via la mise en œuvre de parcours vers l'emploi adaptés à chaque situation individuelle ;

- que les plans locaux pour l'insertion et l'emploi s'inscrivent dans les nouveaux objectifs prioritaires de l'exécutif régional que sont les filières stratégiques et les métiers en tension en ce qu'ils permettent de mobiliser les acteurs sur des objectifs quantitatifs et qualitatifs clairement identifiés ;

- que la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est signataire de l'ensemble des protocoles d'accord des douze plans locaux pour l'insertion et l'emploi présents sur son territoire et soutient la fonction ingénierie des plans locaux pour l'insertion et l'emploi, qui permet d'impulser et de développer des actions novatrices dans une perspective de retour à l'emploi durable, à travers trois axes d'intervention ;

DECIDE

- d'attribuer des subventions pour un montant total de 863 500 €aux 11 plans locaux pour l'insertion et l'emploi dont la liste est annexée à la présente délibération ;

- d'affecter 863 500 €en autorisation d'engagement sur le programme XB972 « Actions en faveur de l'emploi » du budget régional 2018 ;

- d'approuver les termes des conventions spécifiques entre la Région et les structures porteuses des 11 plans locaux pour l'insertion et l'emploi au titre de l'ingénierie de projet du plan local pour l'insertion et l'emploi dont un exemplaire de chaque est annexé à la présente délibération ;

- d'autoriser le Président du Conseil régional à signer ces conventions ;

- de déroger aux dispositions de l'article 14-1-2 alinéa 1 du règlement financier relatif au calendrier de dépôt des demandes de subventions pour les opérations n°2018/05825, n°2018/05938, n°2018/06073, n°2018/05572, n°2018/06441, n°2018/06148, n°2018/06389, n°2018/05731, n°2018/06412, n°2018/06400 et n°2018/00804 ;

- de déroger aux dispositions de l'article 16-1-2 alinéa 3 et 16-2-2 alinéa 1 du règlement financier relatifs au taux maximum de 80 % d'aides publiques pour les opérations n°2018/05572, n°2018/05938, n°2018/06073, n°2018/06400 et n°2018/06441.

Le Président,

Signé Renaud MUSELIER

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 16/07/2018
Numéro : BC_2018_144
Nature : DE - Deliberations
Objet : Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) - Convention attributive d'une subvention entre la Région et la CASA pour la mise en oeuvre du PLIE de la CASA 2018
Matière : 8.6 - Emploi-formation professionnelle
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : tbmK5KG

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 16/07/2018
Identifiant : 006-240600585-20180716-BC_2018_144-DE

Acte reçu

Date : 16/07/2018
Numéro interne : BC_2018_144
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 6
Objet : Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) - Convention attributive d'une subvention entre la RÃ©gion et la CASA pour la mise en oeuvre du PLIE de la CASA 2018
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20180716-BC_2018_144-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 3
99_DE-006-240600585-20180716-BC_2018_144-DE-1-1_2.PDF
99_DE-006-240600585-20180716-BC_2018_144-DE-1-1_3.PDF
99_DE-006-240600585-20180716-BC_2018_144-DE-1-1_4.PDF

N